

Crise des Gilets jaunes : le pays dans l'impasse



Toute l'Occitanie des zones périphériques s'est levée en masse le 17 novembre. Ce fut particulièrement le cas dans toute les vallées de la Garonne, depuis les cantons pyrénéens jusqu'au plus loin, en aval, vers Marmande et Villeneuve sur Lot.

Une mobilisation sans précédent

Nous avons assisté à cette occasion à l'éclatement, sans précédent connu, d'une colère extrêmement profonde de la France rurale et périphérique ultrapauvériisée. Cette colère s'est fondée sur la question sociale, sur une demande de réajustement de la redistribution de la richesse nationale, et sur un rejet massif de la caste politique et plus généralement des élites.

Identité – immigration, la parole interdite

Tout a été fait pour en interdire l'expression, mais cette colère s'est également très largement fondée sur des ressorts

encore plus profonds : demande d'arrêt de la politique migratoire dont tout le monde comprend désormais qu'elle ruine la classe moyenne et exigeance d'une reconnaissance identitaire du peuple de France sans cesse rabaissé chez lui au profit des minorités. Ces questions ont été interdites à la fois par les médias et par l'extrême gauche sur le terrain.

Une action combinée pour interdire la parole sur les sujets qui fâchent

Les vraies raisons de cette colère ont été volontairement brouillées par le pouvoir et par les médias qui peuvent ainsi prétendre que les Gilets jaunes ne savent pas ce qu'ils veulent. Ainsi, les porte-parole des Gilets jaunes que les médias ont fabriqués de toute pièce ne nous ont jamais représentés tandis que les leaders naturels étaient pris en main par les activistes de la France Insoumise qui ont canalisé leur expression.

À cela s'est ajoutée l'hypermobilisation de l'extrême gauche, alliée objective du pouvoir immigrationniste, qui a littéralement vidé le mouvement à Toulouse et Montpellier, mais aussi à Paris et dans toutes les métropoles dont elle a pris le contrôle. Les pseudo-assemblées générales de centre-ville sont toutes passées sous son contrôle, la parole y a été interdite sur l'identité et l'immigration ; mais aussi sur les revendications propres à nos catégories sociales exclues de la redistribution.

En effet, celle-ci va toute aux populations gagnantes ou protégées de la mondialisation, concentrées dans les métropoles d'une part, et aux minorités issues de la diversité concentrées dans les quartiers bénéficiaires de la politique de la ville, d'autre part. Rien pour la France périphérique encore majoritaire dans le pays et pourtant complètement laissée à l'abandon et pressurée.

Les forces coalisées d'extrême gauche ont également pris le

contrôle des manifestations de centre-ville qu'elles ont progressivement vidées, y compris des militants de la gauche plus modérée qui ne se sont plus reconnus ni dans la cause dévoyée de son sens originel, ni dans les violences extrêmes. À cela s'est ajouté le jeu pervers du pouvoir qui a éborgné les Gilets jaunes pacifiques et laissé faire les casseurs, créant ainsi la peur chez les gens ordinaires.

Violence policière, faux débats et enfumage, le pouvoir dans un cul de sac politique

Pensant pouvoir placer les Français en état de sidération par la violence extrême de la répression policière et pensant les anesthésier par l'instauration d'un faux débat, le pouvoir s'est enfermé dans un cul de sac politique.

Ayant tout fait pour brouiller les raisons de la révolte, il s'est interdit de pouvoir y revenir. Il n'y a donc aucun espoir de le voir retourner sur ses pas.

L'opération d'enfumage de l'opinion est un flop avéré. Aujourd'hui le pouvoir ne parvient plus à convaincre, il n'a strictement plus aucune emprise sur l'opinion ; bien au contraire, la population est toujours en attente de solutions politiques dont elle a largement compris qu'elle ne viendront pas.

Le pouvoir temporise en attendant les élections européennes et laisse le pays flotter dans un vide politique inédit. Les Français ont parfaitement compris qu'il n'y aura aucune réponse politique aux questions posées par la révolte des Gilets jaunes. La colère est pour le moment comprimée, elle ne trouvera pas de réponse de la part de ce pouvoir. Il n'y a strictement aucun espoir de le voir revenir à la raison. Tout au contraire, il y a tout lieu de penser que faute d'avoir été entendue, elle va rebondir de manière encore plus exacerbée. Le pouvoir s'y prépare par toute une série de mesures liberticides qui nous font basculer en dictature assumée. Beaucoup se demandent d'ailleurs s'il ne cherche pas

délibérément à provoquer un chaos pour masquer sa responsabilité et instaurer un régime autoritaire.

La France insoumise rudement sanctionnée

Ce parti qui partage avec le pouvoir le même objectif de remplacement de notre peuple se retrouve rudement puni pour avoir l'avoir aidé à éluder les questions migratoire et identitaire. Le voilà relégué à moins de 7 % d'intentions de vote aux européennes derrière les Verts ; ce qui consacre sa déchéance finale. Nous pouvons l'annoncer, ce parti va disparaître pour exactement les mêmes raisons que le parti socialiste ; son immigrationnisme forcené et la doctrine terra nova de privilège des métropoles et des minorités ethniques vont le ruiner. De profondes scissions partagent la gauche. De plus en plus de gens la fuient car ils ne supportent plus son parti pris immigrationniste. Une large partie de l'électorat se trouve en déshérence et ne voit plus aucun espoir de solution électorale, les taux d'abstentionnisme sont à des niveaux jamais vus fragilisant toute légitimité tirée des urnes.

L'impossible fusion des populisme à l'italienne

Le mouvement des Gilets jaunes révèle l'immense attente du peuple de France, qu'il vienne de droite ou de gauche, pour une fusion des populismes à l'italienne. C'est à dire pour une politique qui soit à la fois sociale et identitaire menée par une coalition des deux populismes.

Or en l'état , cette coalition est impossible en France pour des raisons de loi électorale, le scrutin majoritaire et l'éclatement des forces l'interdisant ; mais aussi pour des raisons historiques et de personnes. En effet la présence de Jean-Luc Mélenchon d'un côté et de Marine Le Pen de l'autre la rendent totalement impossible pour le moment. L'un incarnant une politique à la vénézuélienne dont personne ne veut, l'autre, trop floue et portant le poids des multiples

dérapages qui ont rendu infréquentables des idées pourtant justes. Leur présence bloque le pays en interdisant la solution attendue et renforce le pouvoir en place qui grâce à une loi électorale totalement inique est assuré de se maintenir.

Pas de solution politique en vue

Enfermement forcené d'un pouvoir qui ne sait plus où il va et dont la légitimité ne lui permet pas de conduire une politique aussi radicalement libérale et autoritaire d'une part, et impossibilité de fusion électorale des attentes populistes du peuple de France de l'autre, le pays se trouve dans une très dangereuse impasse politique alors que la situation est globalement explosive, que toutes les crises convergent et que la violence n'est plus contenue.

On apprend à l'instant que Maxime Nicolle annonce un très gros événement à Toulouse pour le 13 avril. La capitale de l'Occitanie est annoncée comme la capitale des Gilets jaunes. Cela reste à voir...

Tout peut repartir de Toulouse, mais sans le ralliement des Gilets jaunes de la France périphérique, cet événement restera un énième coup d'épée dans l'eau. C'est à l'extrême gauche de venir parler aux leaders naturels de la France périphérique, elle sait où les trouver autour de Toulouse. C'est à elle de desserrer l'étreinte sur les questions qui fâchent. Pas de participation des Gilets jaunes de la France périphérique sans accord préalable sur ces questions.

Il est encore temps de bien faire, mais il faut se dépêcher si on veut mobiliser pour la date prévue.

Martin Moisan

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/gilets-jaunes-maxime-nicolle-annonce-mobilisation-grande-ampleur-toulouse-13-avril-1641008.html>